



HAL
open science

Religion, capital social et réduction de la pauvreté au Cameroun: Le cas de la ville de Yaoundé

Yves Francis Odia Ndongo, Alice Justine Ebéné, Joanna Tegnerowicz

► **To cite this version:**

Yves Francis Odia Ndongo, Alice Justine Ebéné, Joanna Tegnerowicz. Religion, capital social et réduction de la pauvreté au Cameroun: Le cas de la ville de Yaoundé. 2006. halshs-00109126

HAL Id: halshs-00109126

<https://shs.hal.science/halshs-00109126>

Preprint submitted on 24 Oct 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Munich Personal RePEc Archive

Religion, Capital social et réduction de la pauvreté au Cameroun: Le cas de la ville de Yaoundé

Yves Francis Odia Ndongo, Alice Justine Ebene and Joanna Tegnerowicz

28. May 2006

Online at <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/166/>
MPRA Paper No. 166, posted October 7, 2006

Religion, Capital Social et réduction de la pauvreté au Cameroun : Le cas de la

Ville de Yaoundé

Odia Ndongo Yves Francis
Doctorant
Université de Yaoundé II-Soa
BP : 6402 Yaoundé- Cameroun
E-mail : franqodia@gmail.com
Tel : + 237 756 95 20

Ebéne Alice Justine
Etudiante en Master
IUED- Université de Genève
E-mail : monalicej@yahoo.fr
Tél : +41764969299
Tegnorowicz Joanna
Université de Wroclaw
E-mail : joanna.tegnerowicz@gmail.com

RESUME

Ce papier s'inscrit dans la logique des débats ayant cours depuis une dizaine d'années sur les politiques de réduction de la pauvreté. Il évalue l'influence du capital social religieux sur la pauvreté des ménages au Cameroun et particulièrement dans la ville de Yaoundé. Dans un premier temps, il identifie les déterminants du capital social religieux à partir d'un indicateur composite obtenu par le pourcentage de chefs de ménages répondant par l'affirmative à la question : « *Pouvez-vous compter sur un soutien financier (emprunt et/ou don) de la part de votre communauté (d'un membre ou des responsables) en cas de maladie, de décès d'un membre de famille, de perte d'emploi ou de période de soudure ?* ». Les estimations ont permis d'arriver à la conclusion que la réponse positive à cette question dépend du niveau d'éducation, de la fréquence de lecture du livre saint (Bible ou Coran), de la régularité du chef de famille aux réunions dans sa communauté religieuse et de l'existence ou non, au sein de sa communauté religieuse, d'un mode d'assistance formel et/ou informel sur lequel le chef de ménage peut compter en cas d'imprévu. Ensuite, l'étude estime dans trois modèles différents, un indicateur de pauvreté monétaire, de conditions de vie et un indicateur de pauvreté des potentialités à partir des déterminants socioéconomiques et des variables religieuses permettant d'expliquer le capital social religieux. Les résultats obtenus montrent que ces variables religieuses influencent la pauvreté des ménages dans la ville de Yaoundé.

Mots clés : Capital social, Pauvreté

INTRODUCTION

Dès la fin des années 1990, les grandes orientations de la politique économique au Cameroun ont connu un changement majeur. Après en effet une décennie de réformes économiques, à travers des politiques de stabilisation monétaire et d'ajustement structurel, la priorité est depuis 2000, donnée à la lutte contre la pauvreté. Une orientation devenue urgente en raison de la très forte augmentation de la pauvreté en milieu urbain et en milieu rural, entre 1986 et 1994.

Cette situation résultait de la combinaison de deux phénomènes économiques successifs. Premièrement, la croissance qui a eu lieu de la fin des années 60 jusqu'au milieu des années 80 et qui s'est traduite par une augmentation régulière de la consommation des ménages jusqu'à atteindre 454.500 FCFA en 1983, soit l'équivalent de 599.940 FCFA de 1993 : ceci indiquait une augmentation de 55% entre

1964/65 et 1983/84. Deuxième phénomène, la crise économique qui survient après 1986 et qui entraîne une baisse de la consommation. Cette dernière va se contracter jusqu'à atteindre, en 1996, l'équivalent de 250.000 FCFA par tête, toujours aux prix de 1993, ce qui correspond à une baisse de 17,6% entre 1993 et 1996. Y sont naturellement inclus les effets de la réduction du traitement des fonctionnaires, en fin 1993, puis de la hausse des prix qui a suivi la dévaluation de 1994 (Dubois et Amin, 2000).

Il est communément admis que la pauvreté est un phénomène comportant de multiples dimensions (Banque mondiale 2000), certaines étant d'ordre économique comme la baisse du revenu, l'impossibilité d'accès aux services sociaux (qui est considéré à la fois comme un problème économique et d'exclusion sociale) ou l'absence de capital, et d'autres non économiques comme l'exclusion sociale, l'absence de responsabilisation d'un groupe social. Ces différentes manifestations de la pauvreté engendrent des formes équivalentes d'inégalités.

On distingue ainsi trois formes de pauvreté économique : la pauvreté monétaire, la pauvreté de conditions de vie et la pauvreté de potentialités.

La "pauvreté monétaire", dite aussi "de revenu", résulte d'une insuffisance de ressources engendrant une consommation trop faible. Elle retrace donc le niveau de vie. Sa mesure se réfère soit au revenu, soit à la consommation plus facilement mesurable, car plus stable que le revenu. On comptabilise alors le nombre de pauvres en comparant cette mesure à un seuil de pauvreté, en dessous duquel on est considéré comme pauvre.

La "pauvreté des conditions de vie", parfois appelée "pauvreté d'existence", se manifeste par l'impossibilité de satisfaire aux besoins essentiels concernant l'alimentation (sécurité alimentaire et déséquilibres nutritionnels), à la santé (difficulté d'accès aux soins primaires), à l'éducation (faible scolarisation), au logement, à l'eau potable, etc.. Il s'agit d'une pauvreté qui traduit des manques et présente ainsi une vision plus qualitative de la pauvreté. On la mesure au moyen d'une panoplie d'indicateurs qui retracent l'accès aux biens et aux services sociaux ainsi que le résultat de cet accès. Ce sont, par exemple, les taux de mortalité infantile, de

consultation médicale, de scolarisation et d'alphabétisation pour l'éducation, l'accès à l'eau et les taux de malnutrition, etc.

La "pauvreté de potentialités" ou de "capacités", traduit l'absence de dotations qui auraient permis de développer les potentialités individuelles et, ainsi, de se soustraire à la pauvreté pour vivre correctement. Elle retrace donc l'absence de diverses formes de capital : capital physique (terres, équipements) ou financier (actifs financiers, crédits), mais aussi capital humain (niveau d'éducation et de santé facilitant l'accès à un emploi ou une activité) et capital social (état des relations sociales permettant l'accès à un revenu)¹.

En 1996, l'enquête réalisée auprès des ménages camerounais (ECAM I) a permis, sur le plan monétaire, d'estimer à plus de la moitié de la population (53,3%), la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les réformes visant à la stabilisation de l'économie et la relance de la croissance entreprise dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ont permis d'enregistrer en 2001, à travers les résultats de la seconde enquête auprès des ménages camerounais (ECAM II), une légère amélioration de la situation (Le seuil de pauvreté de référence utilisé est basé sur l'approche des besoins essentiels. Il s'est agi de calculer d'abord un seuil alimentaire et d'y ajouter ensuite un montant correspondant aux besoins de base non alimentaires)².

A partir de ces données harmonisées, il en résulte que 53 camerounais sur 100 étaient pauvres en 1996, contre 40 sur 100 en 2001, soit 13 personnes de moins en 2001. Ce recul de l'incidence de la pauvreté entre 1996 et 2001 est beaucoup plus important en milieu urbain, avec 19 personnes pauvres de moins contre 10 de moins en milieu rural. De plus, la baisse en milieu urbain est principalement concentrée

¹ Dubois et Amin, 2000

² La mise en oeuvre de ces calculs a débouché sur un seuil de pauvreté minimum de 232.547 francs, et un seuil maximum de 345.535 francs CFA. Ainsi, les ménages dont la dépense de consommation annuelle par équivalent adulte est inférieure à 232.547 FCFA sont considérés comme « Pauvres ». Ceux dont les dépenses sont comprises entre 232.547 FCFA et 345.535 FCFA sont considérés comme « Intermédiaires ». Enfin, ceux dont les dépenses sont supérieures ou égales à 345.535 FCFA sont « Non pauvres ». Les personnes pauvres sont celles qui vivent dans les ménages pauvres (Institut National de la Statistique, 2001). Pour simplifier l'analyse, nous avons retenu dans notre étude le seuil de pauvreté maximum.

dans les deux grandes métropoles du pays que sont Yaoundé et Douala. Au-delà de la zone géographique de résidence, les résultats montrent que c'est au sein des ménages dirigés par des chômeurs que l'incidence de la pauvreté diminue le plus par rapport aux ménages dont le chef est actif occupé. Les autres indicateurs de pauvreté que sont l'intensité et la sévérité ont également évolué à la baisse, traduisant le fait que la pauvreté soit moins profonde et moins sévère en 2001 qu'en 1996.

Pour ce qui est des conditions de vie des ménages, l'évolution est globalement positive surtout en ce qui concerne l'accès aux services d'éducation et de santé. Néanmoins, l'amélioration a été plus importante chez les non pauvres que chez les pauvres. Ainsi, les écarts entre les deux groupes se sont accrus. De même, le milieu urbain a connu une amélioration plus importante que le milieu rural, aggravant ainsi le fossé qui les séparait déjà en 1996.

S'agissant des inégalités, les résultats de l'étude sur l'évolution de la pauvreté au Cameroun entre 1996 et 2001³ révèlent que les inégalités dans la répartition des revenus entre les individus persistent. Il y a convergence des résultats montrant ainsi que, quel que soit l'indicateur d'inégalité retenu (coefficient de variation, indice de GINI et rapport du cinquième et du premier quintile), les inégalités se sont au mieux maintenues. Le cas de l'évolution des groupes extrêmes, à savoir les 20%les plus pauvres et les 20%les plus aisés est assez illustratif de cette aggravation des inégalités; en 2001, les 20%les plus aisés ont une dépense de consommation 8,3 fois supérieure à celle des 20%les plus pauvres, contre 7,6 fois en 1996.

Si l'on tient compte des disparités régionales, on remarquera que l'incidence moyenne de la pauvreté de 40,2% (en 2001) masque de profondes disparités en fonction du milieu de résidence et des régions. Ainsi, l'incidence de la pauvreté est nettement plus élevée dans les zones rurales. L'incidence la plus élevée en milieu urbain est observée dans la province de l'Adamaoua où elle atteint 39,1%. Partout dans les strates rurales, on observe une incidence supérieure à ce maximum, sauf dans la région du Sud où le milieu rural enregistre un taux de pauvreté de 32,5%.

³ Institut National de la Statistique (2002), « Évolution de la pauvreté au Cameroun entre 1996 et 2001 »

Pour caractériser les régions en fonction de l'incidence de la pauvreté, trois sous-ensembles ont été repérés : le sous-ensemble contenant les régions que l'on qualifierait de moins pauvres se compose de Douala, Yaoundé et des strates urbaines des provinces du Sud-ouest, du Centre, du Nord-ouest, de l'Est et du Littoral. Dans chacune de ces régions, moins de deux personnes sur dix sont touchées par la pauvreté. A l'autre extrême, le troisième sous-ensemble comprend les régions qualifiées de plus pauvres où l'incidence de la pauvreté atteint le niveau de 45%. Toutes les zones rurales sont dans ce dernier sous-ensemble à l'exception des provinces du Sud, de l'Ouest et du Sud-Ouest

Ces chiffres montrent que bien que la situation se soit quelque peu améliorée entre 1996 et 2001, notamment s'agissant de l'incidence de la pauvreté, la situation reste encore très préoccupante (avec 40.2% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté). Face à cette situation qui, il faut le souligner, n'est pas propre au Cameroun seulement, mais commune à l'ensemble des pays en développement, l'objectif de réduction de la pauvreté s'est imposé de fait aux Etats et aux organismes internationaux, partenaires au développement. C'est ainsi que le Cameroun se donne comme objectif prioritaire pour le millénaire, la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. Cette nouvelle approche⁴ est énoncée et développée dans un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) préparé par le pays avec la participation de la société civile et des pauvres.

I- Le concept de capital social

Le sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en mars 1995, marque un tournant décisif pour le changement dans les politiques socio-économiques nationales et internationales. Ce sommet arrête trois principaux objectifs qui devraient guider l'action des Etats et de la communauté internationale : l'éradication de la pauvreté, la promotion du plein emploi et la promotion de l'intégration sociale⁵.

⁴ Nouvelle en ce sens que, jusqu'à là, l'accent était mis avant tout, et parfois même exclusivement, sur la croissance économique

Les politiques de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale en Afrique subsaharienne sont généralement consignées dans le DSRP rédigé par l'Etat. Elles se fixent souvent les objectifs suivants⁶ :

- Mettre en œuvre des réformes structurelles et la bonne gestion administrative ;
- Favoriser la participation à l'emploi et l'accès de tous aux ressources, aux droits, aux biens et services et lutter contre l'exclusion ;
- Agir pour les plus vulnérables ;
- Mobiliser l'ensemble des acteurs.

À côté de ces mesures contenues dans le DSRP, plusieurs autres pistes sont explorées par les auteurs, les décideurs nationaux et internationaux. La Banque Mondiale et le FMI ont à cet effet régulièrement modifié dans les dix dernières années le contenu de leurs politiques vis à vis des pays en développement (Campbell et Losch, 2002).

Durant les cinq années séparant le Sommet Mondial sur le Développement Social (SMDS) et « Copenhague + 5 », il y'a eu un nombre important de débats portant sur les différentes pistes énumérées dans les discussions sur le développement international avant, pendant et après le sommet mondial sur le développement social. Le rôle du capital social était l'un des thèmes sur lesquels portaient ces discussions. Plusieurs conclusions et recommandations, matérialisées sous forme d'initiatives et adoptées par la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies à Genève en 2000 ont émergé de ces discussions. Dans le document récapitulatif des travaux de cette session spéciale, on peut d'ailleurs lire les recommandations faites dans le but de favoriser l'investissement en capital social. Le capital social est donc reconnu comme un élément important dans la réalisation des objectifs énoncés dans la déclaration de Copenhague.

⁵ F. Fournier (2002), « Social Capital and Poverty Reduction : Which role for the civil society organizations and the state ? » UNESCO

⁶ B. Campbell et B. Losch (2002) « Les pauvres ; bénéficiaires ou otages des stratégies de réduction de la pauvreté ? » *Politiques africaines*, n° 87

J. L. Outin (2006), « Les politiques de lutte contre la pauvreté », *Sciences Économiques et Sociales*, Paris

L'idée centrale du concept de capital social est que les réseaux et les normes de comportement qui y sont attachées ont une certaine valeur. Cette valeur est double, puisque le capital social est une richesse à la fois pour les membres du réseau et pour l'ensemble de la société. Pour les membres d'un réseau, sa valeur peut être résumée par l'aphorisme anglo-saxon : « l'important n'est pas ce vous connaissez, mais qui vous connaissez. Le fait d'appartenir à une structure, à une organisation ou simplement le fait de « connaître des gens » est de nature à favoriser l'obtention d'un emploi, de prix d' « amis » ou de faveurs diverses. Mais l'intérêt de forts liens sociaux s'étend au-delà des membres du réseau : une société à fort capital social sera sans doute plus sûre, moins conflictuelle, et donc plus agréable, y compris pour ceux qui ne participent pas de façon active à ces liens sociaux. Le capital social aurait donc des « externalités positives » qui justifieraient éventuellement une intervention des pouvoirs publics en sa faveur (Putnam, 2000). Cependant, il peut arriver que le capital social emprunte une autre voie. De la même manière que, à travers le développement de forts liens sociaux, il bénéficie aux membres du réseau et aux non membres, certaines personnes peuvent également l'exploiter dans un but socialement et économiquement pervers (Field, 2003). Putnam (2000) consacre d'ailleurs tout un chapitre aux aspects négatifs du capital social dans son livre « Bowling Alone... ».

Le capital social est donc ainsi à la fois individuel (il décrit la capacité d'un individu d'avoir recours à ses « réseaux ») et collectif (on en fait une caractéristique d'une société, plus ou moins capable de « travailler ensemble ; Et donc, par exemple, de faire fonctionner efficacement des organisations de grande taille). Il est à la fois un « ciment » au sein d'un groupe et une « passerelle » entre groupes, et en partie à cause de cela, il a des effets positifs sur la performance économique et sur d'autres éléments du bien être (Montalieu et Baudassé, 2006).

Nous observons dans la littérature une division significative quant à la manière dont la notion de capital social est envisagée. D'une part, certains chercheurs conçoivent principalement le capital social en termes de structures particulières (les réseaux sociaux) et de ressources véhiculées par celles-ci. D'autre part, nombreux sont ceux qui préfèrent une définition fonctionnaliste du capital social, celui-ci consistant en des ressources sociales qui rendent possibles la coopération et l'action collective. Dans la

pratique, les deux approches comportent de nombreuses similitudes. Souvent, les chercheurs qui privilégient les réseaux sociaux le font précisément en raison de leur potentiel d'encourager un comportement coopératif; ceux qui adoptent une approche fonctionnaliste du capital social identifient fréquemment les réseaux sociaux comme étant un mécanisme clé dans l'atteinte d'objectifs communs.

Il y a une quarantaine d'années, la notion de capital humain a été abordée dans les travaux de Theodore Schultz et de Gary Becker. Schultz a notoirement établi le bien-fondé de l'adoption du concept de capital humain en 1960 dans son message de président à l'American Economic Association (Schultz, 1961). Au cours des décennies subséquentes, la notion de capital humain s'est révélée très utile à l'orientation de la recherche et de l'élaboration des politiques publiques (Healy et Côté, 2001). Les chercheurs ont étudié la mesure dans laquelle divers investissements donnés dans l'acquisition de connaissances et de compétences ont été profitables tant aux personnes, du point de vue de l'amélioration de leur rémunération et de leur bien-être personnel, qu'à la santé globale de l'économie et de la société. De même, ils ont pu examiner la dynamique et le coût des investissements dans l'acquisition de connaissances et de compétences par les personnes et les entreprises et le rôle de divers facteurs dans le modelage de ces choix d'investissement. Ils ont donc également été en mesure d'explorer le rôle des programmes de politiques et de dépenses publiques dans le modelage des décisions et des possibilités d'investissement dans l'éducation et la formation, et leur influence sur la manière dont ces investissements peuvent se traduire en débouchés sur le marché du travail.

La notion de capital social se révélera-t-elle d'une utilité aussi grande? L'idée voulant que les relations sociales puissent constituer un capital a certes attiré beaucoup d'attention depuis quelques années. L'empressement d'un aussi grand nombre d'universitaires et de chercheurs à explorer cette notion pourrait en partie tenir au caractère intuitif que celle-ci semble représenter aux yeux de la plupart des gens. Comme Woolcock et Narayan (2000) l'ont observé, « l'idée de base du capital social est que la famille, les amis et les associés d'une personne constituent un actif important auquel celle-ci peut faire appel en situation de crise, dont elle peut jouir, et sur lequel elle peut miser pour obtenir un gain ». Que l'on recherche un soutien lors d'une épreuve, que l'on projette une sortie entre amis ou que l'on cherche un nouvel

emploi, les personnes que nous connaissons important. De plus, les auteurs soutiennent que ce qui vaut pour les personnes vaut également pour les collectivités : celles qui ont un stock de capital social plus substantiel sont plus aptes à mieux négocier les divers défis qu'elles sont appelées à relever.

L'étude des approches dominantes du capital social fait ressortir un intérêt général commun pour la manière dont la dynamique des relations sociales pourrait constituer un atout important et être génératrice de résultats variés. Par exemple, Bourdieu (1986) s'est intéressé à la manière dont les élites pouvaient recourir à leurs réseaux sociaux pour renforcer et reproduire leur statut privilégié. Coleman (1988) a examiné comment le capital social, au sein des collectivités dans lesquelles règne une grande cohésion, avait aidé à soutenir les espérances des familles à l'égard des études de leurs enfants et, ce faisant, réduit les taux de décrochage à l'école secondaire. Putnam (1993, 2000) a soutenu que les réseaux d'engagement communautaire peuvent engendrer des normes de réciprocité et une propension à la confiance, lesquelles peuvent favoriser la collaboration sociale et une efficacité accrue des institutions démocratiques.

Pour tous ces auteurs, le capital social est une notion importante pour les performances socio-économiques tant des individus que des collectivités. Il se veut un concept mesurable. Sa mesure peut se baser soit sur des actions menées en commun, par exemple dans un cadre associatif, soit sur la confiance que les individus ont les uns dans les autres (Coleman, 1988). Lorsque la mesure est basée sur l'action commune, on peut mesurer le capital social par la participation politique (participation électorale), ou par la participation à des associations sans but lucratif, parmi lesquelles les églises/mosquées ou les syndicats. Lorsque la mesure est basée sur la confiance qu'ont les individus les uns dans les autres, on prend généralement comme indicateur de capital social le pourcentage de personnes répondant positivement à la question suivante : « Croyez vous que la plupart des gens sont dignes de confiance ? ». Ce simple indicateur est assez riche d'enseignements, dans la mesure où il est plus homogène, pour des comparaisons entre pays, que des données sur la participation politique ou associative.

Dans le cadre de notre étude, nous adoptons une approche composite du capital social. Nous nous intéressons aux réseaux religieux, mais nous considérons le capital social accumulé par un individu du fait de son appartenance à une religion.

II- La Problématique

Le Cameroun représente une mosaïque de peuples et de religions. Ainsi, 30% des habitants sont animistes, 52% sont chrétiens (Catholiques, Protestants) et 18% se déclarent musulmans. La Constitution garantit la liberté de religion. Il faut cependant souligner que dans les villes de Yaoundé et Douala, les principales villes du pays, les seules religions couramment rencontrées sont la religion chrétienne et la religion musulmane. Les animistes n'étant très souvent présents que dans des zones enclavées.

Présentes depuis de longues dates dans les secteurs de l'éducation et de la santé, les organisations religieuses au Cameroun jouent de plus en plus un rôle déterminant dans la conduite efficace des politiques de l'État et même, elles s'inscrivent de plus en plus comme partenaires des organisations internationales dans les programmes de lutte contre la pauvreté⁷.

Bien au-delà de la vie politique, les organisations religieuses sont depuis longtemps au centre de la vie sociale et, de plus en plus, une pièce importante dans le dispositif économique des États. Hormis le fait qu'elles génèrent par leurs activités aujourd'hui très étendues de nombreux emplois, beaucoup s'appuient dans leur épanouissement sur le nombre impressionnant de liens qu'elles permettent de tisser. L'on rencontre en effet de nombreuses organisations religieuses assez bien structurées avec des groupes d'enfants, de jeunes, d'étudiants, de femmes et d'hommes très organisés. Les liens sociaux y sont si forts que les vastes réseaux ainsi tissés constituent pour beaucoup une quasi-assurance sociale ou encore un levier important pour le succès dans les affaires.

⁷ A titre d'exemple, le Programme national de lutte contre le SIDA a été conçu avec la concertation et la participation active des organisations internationales, du comité national de lutte contre le SIDA et de organisations religieuses.

Oyen (2000) dans son papier présenté au symposium de l'UNESCO en prélude à l'Assemblée Générale des Nations Unies portant justement sur l'analyse de la place du capital social dans la réduction de la pauvreté, a relevé les limites de celui-ci. Elle s'est longuement appuyée sur le fait que la plupart du temps, les pauvres sont exclus des réseaux dans lesquels on retrouve une majorité de non pauvres, et que ces réseaux sont généralement constitués exclusivement soit de pauvres, soit de non pauvres, ce qui ne permet pas justement un accroissement des revenus des pauvres.

Cependant, la religion semble justement contribuer à la formation d'un type de réseaux dans lequel les divisions mises en avant par Oyen (2000) sont sinon inexistantes (dans les principes), du moins relativement réduites (dans les faits)⁸. Il serait donc intéressant de voir si le capital social religieux permet de réduire la pauvreté au Cameroun.

La question que nous posons ici est de savoir quelle est l'influence des ressources potentielles accessibles par l'appartenance à une religion ou aux organisations religieuses et les rendements de ces investissements sous forme de performances économiques, sociales et sanitaires, notamment en termes de réduction de la pauvreté, pour les ménages de la ville de Yaoundé ? Il nous semble en outre intéressant de savoir si les personnes chez qui l'adhésion à la religion est la plus forte enregistrent de meilleures performances socio-économiques.

L'objectif de notre étude est double :

- 1- Évaluer les déterminants du capital social développé par la religion et les organisations religieuses au Cameroun ;
- 2- Estimer l'impact de ce capital social sur la performance socio-économique des ménages en terme de réduction de la pauvreté.

III- Méthodologie

⁸ John Coleman, 2003, "It has become now almost a cliché that religion in the United States generates more <social capital> than any other American institution. The sociological evidence linking religion to social capital seems overwhelming. For example, two-thirds of all small groups in America are directly connected with churches and synagogues"

Pour atteindre nos résultats, nous avons effectué une enquête auprès des ménages dans la ville de Yaoundé durant le mois de d'Avril 2006. En essayant de respecter (non pas d'une manière stricte) les découpages des zones de dénombrement faits par l'Institut Nationale de la Statistique lors de son enquête auprès des ménages dans la ville de Yaoundé, nous avons enquêté environ 180 ménages. Après dépouillement, nous utiliserons finalement dans le cadre de cette étude un effectif de 165 réponses. Dans le souci d'avoir un échantillon représentatif de la population, nous avons découpé la ville de Yaoundé en 10 zones de dénombrement. Pour tenir compte des caractéristiques socioculturelles et économiques, nous avons veillé à prendre dans notre échantillon des quartiers résidentiels et des quartiers populaires où vivent habituellement des ménages à bas revenus. En outre, nous avons dans notre découpage, tenu compte du fait qu'il y'a des zones d'habitation où résident majoritairement des membres d'une même religion⁹

Le choix de la ville de Yaoundé comme cadre d'étude est motivé par le fait que, d'une part, c'est la capitale politique du pays et d'autre part, on y retrouve presque toutes les différentes religions représentées. Ce qui nous offre l'opportunité de vérifier si le capital social y est relativement plus élevé dans une religion quelconque.

III-1- Analyse statistique

La première indication que fournit l'analyse statistique est que nous avons dans notre échantillon 34 personnes sur les 165 enquêtées qui ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté (28.000 F CFA par mois)¹⁰, soit une incidence de la pauvreté de 20.6% dans notre échantillon. Ce chiffre est proche de la moyenne pour les zones urbaines au Cameroun (22%).

La première question que nous nous posons est de savoir s'il y'a une religion qui offre à ses adhérents une possibilité relativement plus grande d'accumuler le capital social. Pour cela, nous nous posons trois questions précises :

Q1- Quelle est la religion dont les membres sont le plus souvent ensemble ? Le

⁹ Nous avons en effet dû prendre comme zone de dénombrement un quartier dans la ville de Yaoundé où vivent majoritairement des musulmans.

¹⁰ INS (2001) « Rapport principal de l'enquête ECAM II »

raisonnement qui est fait ici est que si les membres d'une religion ou d'une communauté religieuse sont très souvent ensemble, des liens ou des réseaux peuvent être tissés.

Q2- Quelle est la religion dont les membres ont le plus confiance dans les gens en général ?

Q3- Quelle est la religion dont les membres ont le plus confiance dans les autres membres de leur communauté religieuse ?

La réponse à ces trois questions est récapitulée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Religion possédant le plus grand potentiel de capital social

Religion	Proportion d'enquêtés fréquentant la communauté au moins une fois par semaine	Proportion d'enquêtés déclarant faire confiance aux gens en général	Proportion d'enquêtés déclarant faire confiance aux membres de leur communauté
Musulmane	0.82	0.63	0.73
Catholique	0.40	0.54	0.45
Presbytérienne	0.52	0.23	0.67
Évangélique	0.83	0.37	0.66
Pentecôtiste	0.91	0.45	0.82

Considérant les chiffres de la seconde et de la quatrième colonne et en accord avec la mesure du capital social tel que définie par Montalieu et Baudassé (2006), il apparaît que les communautés catholiques (dans notre échantillon) semblent celles qui potentiellement possèdent le niveau de capital social religieux le plus bas, et les communautés pentecôtistes possèderaient le niveau potentiel de capital social religieux le plus élevé.

L'étude des tableaux statistiques¹¹ révèle que le niveau de confiance des enquêtés est plus grand vis-à-vis des membres de leur communauté religieuse que vis-à-vis des gens en général (60% des personnes enquêtées déclarent leur confiance dans les membres de leur communauté, contre 45% qui déclarent leur confiance dans les gens en général), ce qui semble indiquer un capital social religieux plus important que le capital social dans l'ensemble de la société selon la mesure de Montalieu et Baudassé (2006). Seuls les catholiques enquêtés déclarent dans une proportion

¹¹ Les tableaux statistiques sont présentés en annexe. Seuls les chiffres sont présentés ici dans le texte

plus grande faire confiance aux gens général qu'aux membres de leurs communauté (54% contre 45%),

L'analyse d'autres tableaux statistiques, obtenus en croisant les variables, laisse croire à l'existence d'une relation entre les variables mesurant l'engagement religieux et les performances socio-économiques des individus. Relevons quelques-uns des chiffres qui nous semblent significatifs :

Nous constatons que 91% de pauvres sont dans des communautés religieuses ayant plus de 150 membres. Ce chiffre pourrait être expliqué par le fait que les communautés possédant le plus grand effectif devraient avoir également la probabilité la plus élevée de réunir le plus grand nombre de pauvres. Mais lorsque nous rapportons ces chiffres à l'effectif total et que nous raisonnons en terme de pourcentage pour faire disparaître l'effet taille, nous constatons que les communautés religieuses ayant moins de 150 membres ne possèdent que 12% de pauvres, un chiffre inférieur au pourcentage (20%) de pauvres dans les communautés ayant plus de 150 personnes. Ce qui fait penser que les communautés à faible effectif offrent une opportunité plus grande à leurs membres de développer des relations plus poussées et d'accroître ainsi leur capital social religieux. Soulignons toutefois qu'il est nécessaire de prendre en compte d'autres variables pour trancher sur cette question. Les chiffres montrent que 61% de pauvres sont incapables d'identifier 10% des membres de leur communauté religieuse, ce qui fait penser que même au sein de la communauté religieuse, le pauvre reste quelque peu exclu ou alors il s'exclut lui-même.

23% de non pauvres déclarent ne pas pouvoir compter sur quelque aide que ce soit de la part de sa communauté religieuse. Ce chiffre est beaucoup plus important chez les pauvres, ils sont en effet 38% à déclarer ne pouvoir recevoir une aide quelconque de la part des membres de leur communauté religieuse. 16% de non pauvres pensent pouvoir bénéficier d'un prêt de la part des membres de leur communauté lorsqu'ils sont dans le besoin, par contre seuls 8% de pauvres pensent la même chose. Cependant, 25% de pauvres déclarent pouvoir compter sur des dons financiers ou matériels) des membres de leur communauté religieuse lorsqu'ils sont en difficulté (contre 17% seulement pour les non pauvres). Ces chiffres semblent

corroborer l'analyse selon laquelle le pauvre est considéré comme une personne difficilement solvable, on préfère donc lui faire des dons plutôt que de lui prêter de l'argent. Le point positif qu'il faut relever c'est que 49% (la moitié environ) des enquêtés déclarent pouvoir compter quelquefois, souvent ou toujours sur le soutien des membres de leur communauté en cas de perte de leur emploi.

La situation change quelque peu en période de soudure. Ils sont en effet 66% de pauvres (contre 54% de non pauvres) à déclarer ne pouvoir compter sur le soutien des membres de leur communauté religieuse. Bien que le nombre total dans l'absolue à déclarer pouvoir compter sur l'aide des membres de leur communauté dans cette situation reste élevé (43%), la tendance semble indiquer que l'assistance des membres de la communauté est plus grande lorsque l'imprévu auquel fait face l'enquêté est exceptionnel. Il faut en effet souligner que la soudure peut être plus récurrente qu'une situation de perte d'emploi par exemple.

Plusieurs autres chiffres peuvent ainsi être présentés à partir de l'analyse croisée des différentes variables. Nous présentons un dernier chiffre avant de passer aux estimations des modèles économétriques. 44% des enquêtés n'ayant pas accès à l'eau potable déclarent ne jamais pouvoir compter sur l'aide des membres de leur communauté, tandis que seuls 22% des enquêtés ayant accès à l'eau potable, soit la moitié de 44%, font la même déclaration.

Tous ces chiffres tendent à ressortir l'existence d'une relation négative entre l'investissement en capital social religieux (ou la possession de ce capital social pour un individu, et la pauvreté). Les estimations économétriques à partir des modèles retenus nous permettront de nous faire une opinion plus exacte sur cette question.

III-2- Analyse économétrique

L'analyse statistique ci-dessus nous amène à soupçonner l'existence de relations entre certaines variables permettant de capter le capital social religieux et la performance socioéconomique des ménages. L'analyse économétrique nous aidera à préciser la nature de ces relations et à nous prononcer sur le rôle du capital social religieux dans la réduction de la pauvreté dans la ville de Yaoundé.

III-2-1- Présentation du modèle théorique général

Dans notre travail, nous estimons quatre modèles économétriques, dont trois pour la mesure de la pauvreté (pauvreté monétaire, pauvreté des conditions de vie et pauvreté des potentialités) et un modèle permettant de mesurer le capital social religieux (selon l'approche composite que nous avons défini plus haut).

Les variables dépendantes de chacun de ces modèles économétriques sont toutes binaires, ce qui permet l'utilisation d'un modèle logit. Chacune des quatre équations prend la forme théorique suivante :

$$y^* = \sum_{i=1}^n \beta_i x_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

Où β_i représentent les coefficients affectés aux différentes variables explicatives, x_i les variables explicatives, et y^* la variable à expliquer.

La variable à expliquer prend les valeurs 0 ou 1.

III-2- 2-Présentation des variables entrant dans chaque modèle

III-2-2-1- La mesure et modélisation du capital social religieux

Pour mesurer le capital social religieux, nous adoptons l'indicateur utilisé par Montalieu et Baudassé (2006) pour les membres d'une même communauté religieuse.

Cet indicateur permet de mesurer le degré de confiance que les chefs de ménage ont dans les membres de leur communauté religieuse. C'est le Pourcentage de chefs de ménage répondant par l'affirmative à la question suivante : « ***faites-vous confiance aux membres de votre communauté religieuse ?*** ».

Le modèle logit que nous construisons exprime cet indicateur du capital social religieux en fonction des variables suivantes :

- Le sexe (**sexe**) ;
- Le niveau d'éducation (**Éducation**) ;
- La lecture de la Bible ou du Coran (**Lire**) ;

- La régularité de la présence de l'enquêté dans sa communauté religieuse (**Fréquence**) ;
- Le mode d'assistance dont l'enquêté peut bénéficier au sein de sa communauté (**Modassis**) ;
- Le revenu de l'enquêté (**Revenus1**) ;
- La religion de l'enquêté (**Religion**)

Nous récapitulons dans le tableau ci-dessous les variables entrant dans ce modèle :

Tableau2 : Variables entrant dans l'estimation du capital social religieux

Variables	Modalité	Pourcentages	Moyenne	Ecart-type
Confiance	Non	40%	0.80	0.49
	Oui	60%		
Sexe	Masculin	59,4		
	Féminin	40,6		
Éducation	Aucune	2,4%	2.26	1.09
	Primaire	4,2%		
	Secondaire	41,8%		
	Deug	6,1%		
	Licence	7,9		
	Post licence	22,4%		
	Formation prof.	15,2%		
Lire (Fréquence de lecture de livre sacré)	Jamais	9,1%	2.09	0.37
	Rarement	9,1%		
	Parfois	33,9%		
	Régulièrement	47,9%		
Fréquence (La fréquence de de la présence au lieu de culte)	Jamais	6.7%	4.42	1.68
	1 fois/mois	13.9%		
	Jours de fête + d'1 fois/mois	7.9%		
	Chaque semaine	9.7%		
	+ d'1 fois/semain	25.5%		
		35.4%		
Modassis (Le mode d'assistance dans la communauté en cas d'imprévus)	Aucun	26.7%	4.2	2.75
	Emprunt/mbre	14.5%		
	Aide ou don	18.2		
	Prière	5.5%		
	Assist/physique	4.8%		
	Autre	7.3%		
	Plusieurs	23%		
Revenus 1 (Le revenu mensuel)	Moins du seuil	20.6%	3.54	2.47
	Plus du seuil	79.4%		
Religion	Musulmane	6.7%	3.26	2.47
	Catholique	35.8%		
	Presbytérienne	12.7%		
	Évangélique	24.2%		
	Pentecôtistes	13.3%		
	Autres	4.2%		
	Aucune	"3%		

Source : Construction à partir des données de l'enquête

III-2-2-2- Le modèle de réduction de la pauvreté

Nous présentons ici trois modèles, un modèle pour la pauvreté monétaire, un modèle pour la pauvreté des conditions de vie et enfin un modèle pour la pauvreté des potentialités. Pour retenir les variables rentrant dans le modèle, nous nous appuyons sur les déterminants de la pauvreté au Cameroun tels que définis par l'Institut

National de la Statistique après sa seconde enquête auprès des ménages camerounais (INS, 2001, ECAM II), à ces déterminants, nous ajoutons quelques variables religieuses permettant de prendre en compte l'investissement de chaque enquêté en capital social religieux.

- **La pauvreté monétaire**

La variable dépendante dans ce modèle c'est le revenu du ménage. Nous choisissons ses modalités en fonction du seuil de pauvreté monétaire calculé par l'Institut National de la Statistique au terme de ECAM II, il est de 28. 000 F CFA par mois pour un ménage.

Dans le modèle, nous estimons **Revenus 1** en fonction des variables suivantes :

- Le secteur d'activité de l'enquêté (**Secteur**) ;
- Le niveau de responsabilité de l'enquêté dans son service (**Responsab**) ;
- Le niveau d'étude de l'enquêté (**Études 2**) ;
- La régularité de la présence de l'enquêté dans sa communauté religieuse (**Fréquence**) ;
- Le mode d'assistance dont l'enquêté peut bénéficier au sein de sa communauté (**Modassis**) ;

Tableau 3 : Variables entrant dans l'estimation de la pauvreté monétaire

Variabes	Modalité	Pourcentages	Moyenne	Ecart-type
Revenus 1	Moins du seuil	20.6%	3.54	2.47
	Plus du seuil	79.4%		
Secteur (secteur d'activité)	Public	15.2%	2.38	1.00
	Privé	55.2%		
	Religieux	6.1%		
	Aucun	23.6%		
Etudes 2	Primaire ou moins	6.7%	1.62	0.76
	Secondaire ou plus	93.3%		
Responsab Niveau respnsbté dans le service	Faible	54.5%	0.93	0.25
	Moyen	28.5%		
	Elevé	17%		
Fréquence (La fréquence de de la présence au lieu de culte)	Jamais	6.7%	4.42	1.68
	1 fois/mois	13.9%		
	Jours de fête	7.9%		
	+ d'1 fois/mois	9.7%		
	Chaque semaine	25.5%		
	+ d'1 fois/semain	35.4%		
Modassis (Le mode d'assistance dans la communauté en cas d'imprévus)	Aucun	6.7%	3.26	2.47
	Emprunt/mbre	35.8%		
	Aide ou don	12.7%		
	Prière	24.2%		
	Assist/physique	13.3%		
	Autre	4.2%		
	Plusieurs	"3%		

Source : Construction à partir des données de l'enquête

- **La pauvreté des conditions de vie**

Nous avons choisi de modéliser ici l'accès à l'eau potable. La question qui était posée aux enquêtés était la suivante : « **Avez vous accès à l'eau du robinet ?** ». Les réponses attendues étaient **oui** ou **non**.

Dans ce modèle, nous estimons l'accès à l'eau potable en fonction des variables suivantes :

- Le sexe (**sexe**) ;
- Le niveau d'éducation (**Éducation**) ;
- Le mode d'assistance dont l'enquêté peut bénéficier au sein de sa communauté (**Modassis**) ;
- Le revenu de l'enquêté (**Revenus1**) ;
- Le statut de l'enquêté, selon qu'il est travailleur ou non (**Activ 2**)

Tableau 4 : Variables entrant dans le modèle de pauvreté de conditions de vie

Variables	Modalités	Pourcentages	Moyenne	Ecart –type
Eau Accès eau potbl	Non	19.4%	0.8	0.4
	Oui	80.6%		
Sexe	Masculin	59,4		
	Féminin	40,6		
Éducation	Aucune	2,4%	2.26	1.09
	Primaire	4,2%		
	Secondaire	41,8%		
	Deug	6,1%		
	Licence	7,9		
	Post licence	22,4%		
	Formation prof.	15,2%		
Modassis (Le mode d'assistance dans la communauté en cas d'imprévus)	Aucun	26.7%	4.2	2.75
	Emprunt/membre	14.5%		
	Aide ou don	18.2		
	Prière	5.5%		
	Assist/physique	4.8%		
	Autre	7.3%		
	Plusieurs	23%		
Revenus 1	Moins du seuil	20.6%	3.54	2.47
	Plus du seuil	79.4%		
Activ 2	Non travailleur	24.2	0.75	0.42
	Travailleur	75.8		

Source : Construction à partir des données de l'enquête

- **La pauvreté de potentialités**

La pauvreté de potentialités retrace l'absence de diverses formes de capital '(Dubois et Amin, 2000). Dans notre modèle, nous prenons en compte ici l'accès au capital social religieux.

La variable dépendante mesure l'existence ou non d'un mécanisme d'assistance financier sur lequel l'enquêté peut compter en cas d'imprévus (maladie, décès d'un

membre de famille, perte d'un emploi, période de « soudure »). C'est une perception qui peut varier d'un chef de ménage à l'autre, même si tous sont membres de la même communauté religieuse. Elle est obtenue par la réponse à la question suivante : « **Pouvez-vous compter sur un soutien financier (emprunt et/ou don) de la part de votre communauté (d'un membre ou des responsables) en cas de maladie, de décès d'un membre de famille, de perte d'emploi ou de période de soudure ?** ». Nous constaterons que la réponse à cette question dépendra généralement de certaines caractéristiques ayant trait à l'assiduité et à l'engagement de l'enquêté dans sa communauté religieuse. Ce qui nous amène donc à poser que cette assistance (**Modas1**) est fonction de :

- Du nombre de personnes qui peuvent identifier l'enquêté au sein de sa communauté (**Identif**)
- La fidélité de l'enquêté à un lieu de culte (**Fidélité**) :
- Le nombre d'enfant que l'enquêté a à charge (**Charge**) ;
- Le degré de foi en ce qui est écrit dans le livre sacré (**Lirecroire**) ;
- Le revenu de l'enquêté (**Revenus1**) ;
- La religion de l'enquêté (**Religion**)

Tableau 5 : Variables entrant dans l'estimation de la pauvreté de potentialités

Variables	Modalités		Moyenne	Ecart-type
Modas 1	Pas d'assistance financière	73.3%	0.26	0.44
	Assistance financière	26.7%		
Revenus 1 (Le revenu mensuel)	Moins du seuil	20.6%	3.54	2.47
	Plus du seuil	79.4%		
Religion	Musulmane	6.7%	3.26	2.47
	Catholique	35.8%		
	Presbytérienne	12.7%		
	Évangélique	24.2%		
	Pentecôtistes	13.3%		
	Autres	4.2%		
Aucune	3%			
Fidélité Fidélité lieu de culte	Oui	42.4%	0.42	0.49
	Non	57.6%		
Charge Nbre d'enfants à charge	Aucun	31.5%	4.4	1.73
	1 ou 2	26.5%		
	Entre 3 et 5	31.2%		
	Plus de 5	18.2%		
Lirecroire (croire aux saints écrits)	Non	2.4%	2.09	0.37
	Oui	84.8%		
	En partie	12.1%		
Identification (nbre de personne que l'enquêté peut identifier)	Moins de 1%	32.1%	3.13	2.02
	Moins de 5%	18.8%		
	Moins de 10%	15.8%		
	Moins de 20%	7.3%		
	Moins de 30%	6.1%		
	Moins de 50%	8.5%		
	Moins de 75%	6.1%		
Moins de 100%	5.5%			

Source : Construction à partir des données de l'enquête

IV- Estimations

1- Estimation du modèle du capital social religieux (modèle 1)

Ce modèle exprime la **confiance** ou l'absence de confiance entre membres de la même communauté religieuse (variable dépendante) en fonction des variables suivantes :

Le **sexe** de l'enquêté, son niveau d'**Education**, sa fréquence de lecture de la Bible ou du Coran (**Lire**), sa fréquence de participation aux activités de sa communauté religieuse (**Fréquence**), le mode d'assistance dont il peut bénéficier au sein de la communauté (**Modassis**), le revenus mensuel de son ménage (**Revenus 1**) et sa **religion**.

L'analyse de ce modèle se fait en deux temps. D'abord nous analysons sa performance globale, ensuite nous analysons la performance individuelle des variables entrant dans le modèle.

- Analyse de la performance globale du modèle

Nous analysons la performance globale du modèle grâce au tableau de prédiction des paramètres du modèle.

Tableau 6 : Prédiction de la performance globale des paramètres du modèle

Confiance ds l membres de la	Valeurs prédites			
		Non	Oui	Pourcentage correcte
Valeurs observées	Non	0	66	0
	Oui	0	99	100
				60

Le pourcentage de réponses correctes est de 60%, nous pouvons donc conclure que le modèle est satisfaisant. Ces résultats sont d'ailleurs confirmés par le tableau d'appréciation ci-dessous :

Tableau 7 : Appréciation de la performance du modèle sous SPSS

	Chi-square	df	Sig.
Step	71.39	31	.000
Block	71.39	31	.000
Model	71.39	31	.000
-2Log likelihood			149.678
Cox & Snell R-square			0.353
Negelkerke R Squarer			0.477

Le Chi-deux est de 71.39, ce qui pour un degré de liberté de 31, est significatif à 1%, nous pouvons ainsi conclure que le modèle est globalement bon.

- **Analyse de la performance individuelle des variables**

Le résultat de l'estimation de variables prises individuellement donne le tableau suivant :

Tableau 8 : Résultats de l'estimation sous SPSS (Variables in équation)

Step1	β	S. E.	Wald	df	Sig.	Exp (β)
Sexe(1)	0.41	0.468	0.735	1	0.391	1.493
Educat°			12.307	6	0.55	
Educat°(1)	-0.138	1.824	0.006	1	0.946	0.871
Educat°(2)	2.326***	1.357	2.939	1	0.085	10.241
Educat°(3)	1.151***	0.694	2.748	1	0.097	3.131
Educat°(4)	-1.63***	0.978	2.793	1	0.095	0.195
Educat°(5)	-0.072	0.923	0.006	1	0.938	0.930
Educat°(6)	0.787	0.734	1.150	1	0.284	2.196
Lire			4.642	3	0.200	
Lire (1)	0.968	1.319	0.538	1	0.463	2.631
Lire (2)	-0.936	0.887	1.111	1	0.292	0.932
Lire (3)	-0.963***	0.572	2.837	1	0.092	0.382
Fréquence			9.662	5	0.085	
Fréquenc(1)	0.034	1.330	0.001	1	0.980	1.035
Fréquenc(2)	0.197	0.884	0.050	1	0.823	1.218
Fréquenc(3)	-2.886**	1.138	6.436	1	0.011	0.056
Fréquenc(4)	-0.788	0.876	0.808	1	0.369	2.198
Fréquenc(5)	0.071	0.651	0.012	1	0.912	1.074
Modassis			14.019	6	0.029	
Modassis(1)	-2.197*	0.784	7.859	1	0.005	0.111
Modassis(2)	-0.537	0.710	0.573	1	0.449	0.584
Modassis(3)	-0.179	0.729	0.060	1	0.806	0.836
Modassis(4)	-2.374**	0.982	5.843	1	0.016	0.092
Modassis(5)	-1.423	1.144	1.548	1	0.213	0.241
Modassis(6)	0.892	1.128	0.625	1	0.429	2.440
Revenus1(1)	-0.199	0.547	0.132	1	0.716	0.819
Religion			4.325	6	0.633	
Religion(1)	7.104	21.726	0.107	1	0.744	1217.122
Religion(2)	7.337	21.711	0.114	1	0.735	1536.230
Religion(3)	8.213	21.727	0.145	1	0.703	3956.043
Religion(4)	7.024	21.722	0.105	1	0.746	1123.783
Religion(5)	7.430	21.732	0.117	1	0.732	1686.261
Religion(6)	9.033	21.753	0.172	1	0.678	9372.638
Constant	-6.684	21.770	0.094	1	0.759	0.001

Note ; Les variables de référence sont respectivement : Sexe(2)=féminin, éducat(7)= formation prof., lire(4)=Régulièrement, Fréquence(6)= + d'une fois par semaine, Modassis(7)= plusieurs mode d'assistance, Revenus1(2)= plus du seuil, Religion(7)= aucune. * (**) (***) indiquent respectivement significatif à 1% (5%) et (10%)

Du tableau ci-dessus, nous observons que les variables niveau d'éducation, fréquence de lecture de la Bible ou du Coran, fréquence de participation aux activités de sa communauté religieuse et existence d'un mode d'assistance sur lequel l'enquêté peut compter, contribuent à expliquer la confiance dans les membres de sa communauté religieuse, et donc expliquent le capital social religieux.

S'agissant du niveau d'éducation, il apparaît que ceux qui ont une éducation de niveau primaire ont une possibilité de 9.24 points plus élevée que ceux qui ont fait une formation professionnelle après le Baccalauréat de répondre par l'affirmative à la question : « Faites-vous confiance aux membres de votre communauté religieuse ? »¹². Toujours par rapport à ce groupe de référence, ceux qui ont une éducation de niveau secondaire ont 2,16 points de chances plus élevées de répondre par l'affirmative à cette question. Par contre, ceux qui ont une éducation de niveau DEUG ont une chance de 80.5% inférieure de répondre « oui » à cette question. On se rend donc compte que plus le niveau d'éducation est élevé, moins les individus enquêtés font confiance aux membres de leur communauté religieuse.

En suivant la même règle de calcul, nous constatons que ceux qui vont à leur communauté religieuse uniquement les jours de fête, ont une probabilité de 44% de ne pas faire confiance aux membres de leur communauté religieuse que ceux qui y vont plus d'une fois par semaine. Et ceux qui déclarent ne pouvoir compter sur aucune aide des membres de leur communauté religieuse ont une probabilité de 89% moins élevée, que ceux qui peuvent compter sur l'aide financière et en nature des membres de leur communauté religieuse, de faire confiance aux membres de leur communauté religieuse.

Finalement, on peut conclure que la confiance dans les membres de sa communauté religieuse est une fonction croissante de la fréquence de participation aux activités de la communauté (ou de présence aux locaux de celle-ci), croissante du soutien financier et en nature que l'individu peut recevoir des membres de sa communauté religieuse et décroissante du niveau d'éducation de l'individu.

2- Estimation du modèle de pauvreté monétaire

La pauvreté monétaire se mesure à partir des revenus que le ménage consacre à ses dépenses alimentaires et non alimentaires. Notre modèle de pauvreté monétaire exprime donc le revenu du ménage (**Revenus1**) en fonction des variables suivantes :

Trois variables socioéconomiques à savoir le secteur d'activité de l'enquêté (**Secteur**), son niveau de responsabilité dans son service (**Responsab**) et son niveau d'étude (**Études 2**) ; deux variables captant le capital social religieux à savoir : La régularité de

¹² Le calcul qui est celui des effets marginaux, se fait ainsi : $100 * (\text{Exp}(\beta) - 1)$

la présence de l'enquêté dans sa communauté religieuse (**Fréquence**) et le mode d'assistance dont il peut bénéficier au sein de sa communauté (**Modassis**).

L'analyse de ce modèle se fait en deux temps. D'abord nous analysons sa performance globale, ensuite nous analysons la performance individuelle des variables entrant dans le modèle.

- **Analyse de la performance globale du modèle**

Nous analysons la performance globale du modèle grâce au tableau de prédiction des paramètres du modèle.

Tableau 9 : Prédiction de la performance globale des paramètres du modèle

Rvenus1	Valeurs prédites			
	0 (non pauvre)	1 (pauvre)		Pourcentage correcte
Valeurs observées	0 (non pauvre)	131	0	100
	1 (pauvre)	34	0	0
				79.4

Le pourcentage de réponse correcte est de 79.4%, nous pouvons donc conclure que le modèle est satisfaisant. Le tableau d'appréciation de la performance du modèle ci-dessous confirme bien ces résultats.

Tableau 10 : Appréciation de la performance du modèle sous SPSS

	Chi-square	df	Sig.
Step	78.280	17	.000
Block	78.280	17	.000
Model	78.280	17	.000
-2Log likelihood			89.588
Cox & Snell R-square			0.378
Negelkerke R Squarer			0.592

Le Chi-deux est de 78.280, ce qui pour un degré de liberté de 17, est significatif à 1%, nous pouvons ainsi conclure que le modèle est globalement bon.

- **Analyse de la performance individuelle des variables**

Le résultat de l'estimation de variables prises individuellement donne le tableau suivant :

Tableau 11 : Résultats de l'estimation sous SPSS (Variables in équation)

Step1	β	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(β)
Secteur			10.257	3	0.017	
Secteur(1)	-3.114**	1.454	4.584	1	0.032	0.044
Secteur(2)	-2.623*	0.828	9.358	1	0.002	0.073
Secteur(3)	-0.645	1.490	0.187	1	0.665	0.525
Responsa			5.904	2	0.052	
Responsa(1)	9.067	23.410	0.118	1	0.731	8665.814
Responsa(2)	9.761	26.414	0.066	1	0.798	863.487
Modassis			13.736	6	0.033	
Modassis(1)	3.426*	1.234	7.709	1	0.005	30.751
Modassis(2)	-0.854	1.055	0.654	1	0.419	0.423
Modassis(3)	0.047	0.912	0.003	1	0.959	1.048
Modassis(4)	2.359	1.680	1.973	1	0.160	10.585
Modassis(5)	0.800	1.516	0.279	1	0.597	2.226
Modassis(6)	-1.349	1.425	0.896	1	0.344	0.259
Fréquence			8.281	5	0.141	
Fréquence(1)	-12.282	43.350	.080	1	0.277	0.000
Fréquence(2)	-1.243	1.000	1.517	1	0.218	0.288
Fréquence(3)	-1.312	1.144	1.314	1	0.252	0.269
Fréquence(4)	-4.553*	1.726	6.958	1	0.008	0.11
Fréquence(5)	-1.601***	0.860	3.460	1	0.063	0.202
Etude2(1)	0.487	1.072	0.206	1	0.650	0.614
Constant	-8.115	26.418	0.094	1	0.760	000

Notes : Les variables de référence sont respectivement : secteur (4)= aucun ; responsa(3)= élevé ; Modassis(7)= plusieurs modes d'assistance ; fréquence(6)= + d'une fois la semaine ; étude2(2)= secondaire ou plus. (**)(***) indiquent respectivement significatif à 1% (5%) (10%)

Ce tableau montre que le **Secteur** d'activité, le niveau de **responsabilité** pris globalement, le **mode d'assistance** sur lequel l'enquêté peut compter en cas de problème et la **fréquence** de sa présence dans sa communauté religieuse, influencent son revenu.

S'agissant du secteur d'activité, il apparaît que ceux qui sont dans le public ont une probabilité d'être pauvres de 95.6% moins élevée que ceux qui sont au chômage ou qui n'exercent pas d'activité rémunératrice. Et ceux qui sont dans le secteur privé, une probabilité de 92.7% moins élevée, toujours par rapport aux chômeurs, d'être pauvres.

Ceux qui déclarent ne pouvoir attendre aucune assistance de la part des membres de leur communauté religieuse ont 29,75 points de chances de plus d'être pauvres que ceux qui déclarent pouvoir bénéficier de l'assistance financière et en nature des membres de leur communauté en cas d'imprévus.

En conclusion, il s'avère que ceux qui ont un emploi, qu'il soit dans le public ou dans le privé et/ou qui peuvent compter sur l'assistance des membres de leur communauté en cas d'imprévus semblent moins exposés à la pauvreté que ceux qui ne peuvent

pas compter sur l'aide des membres de leur communauté religieuse et/ou sont au chômage. Par contre, la fréquence des présences dans la communauté religieuse donne des résultats qui sont ambigus, bien que statistiquement significatifs.

3- Estimation du modèle de la pauvreté des conditions de vie

La pauvreté des conditions de vie s'évalue à travers certaines privations telles que le manque d'un habitat décent, d'accès à l'eau potable, d'installations sanitaires modernes. Nous nous intéressons ici à l'accès à l'eau potable. Nous avons en effet remarqué que les enquêtés qui n'avaient pas d'accès à l'eau potable n'habitaient non plus de maisons avec des installations sanitaires modernes. Notre modèle exprime l'accès à l'eau potable en fonction des variables suivantes :

Le sexe (**sexe**) de l'enquêté, son niveau d'éducation (**Éducation**), le mode d'assistance dont il peut bénéficier au sein de sa communauté (**Modassis**), son revenu (**Revenus1**) et son niveau d'activité, selon qu'il est travailleur ou non (**Activ 2**).

L'analyse de ce modèle se fait en deux temps. D'abord nous analysons sa performance globale, ensuite nous analysons la performance individuelle des variables entrant dans le modèle.

- Analyse de la performance globale du modèle

Nous analysons la performance globale du modèle grâce au tableau de prédiction des paramètres du modèle.

Tableau 12 : Prédiction de la performance globale des paramètres du modèle

Eau (accès à)	Valeurs prédites			
	0 (Non)	1 oui, accès)		Pourcentage correcte
Valeurs observées	0 (non accès)	0	32	0
	1 (oui accès)	0	133	100.0
				80.6

Le pourcentage de réponses correctes est de 80.6%, nous pouvons donc conclure que le modèle est satisfaisant. Les résultats récapitulés dans le tableau ci-dessous le confirment

Tableau 13 : Appréciation de la performance du modèle sous SPSS

	Chi-square	df	Sig.
Step	23.339	10	0.010
Block	23.339	10	0.010
Model	23.339	10	0.010
-2Log likelihood	138.983		
Cox & Snell R-square	0132		
Negelkerke R Squarer	0.211		

Le Chi-deux est de 23.339, ce qui pour un degré de liberté de 10, est significatif à 1%, nous pouvons ainsi conclure que le modèle est globalement bon.

- Analyse de la performance individuelle des variables

Le résultat de l'estimation de variables prises individuellement donne le tableau suivant :

Tableau 14 : Résultats de l'estimation sous SPSS (Variables in équation)

Step1	β	S.E.	Wald	df	Sig	Exp(β)
SEXE(1)	-1,030***	,538	3,658	1	,056	,357
MODASSIS			7,644	6	,265	
MODASSIS(1)	-1,875**	,820	5,226	1	,022	,153
MODASSIS(2)	-1,176	,974	1,457	1	,227	,308
MODASSIS(3)	-1,590***	,886	3,220	1	,073	,204
MODASSIS(4)	-1,429	1,118	1,634	1	,201	,239
MODASSIS(5)	-2,823**	1,157	5,953	1	,015	,059
MODASSIS(6)	-1,331	1,084	1,508	1	,219	,264
REVENUS1(1)	1,162**	,579	4,027	1	,045	3,196
ACTIV2(1)	1,064***	,644	2,736	1	,098	2,899
ETUDE2(1)	-1,474***	,769	3,669	1	,055	,229
Constant	2,547*	,973	6,859	1	,009	12,768

Notes: Les variables de référence sont: Activ2(2)= Chômage, Modassis(7)= Plusieurs modes, sexe(2)= Masculin, étude2(2)= Secondaire ou plus, Revenus1(2)= au dessous du seuil. *(**)(***) désignent respectivement 1% (5%)(10%)

Ce tableau montre que les non pauvres ont 2,19 points de chances de plus que les pauvres d'accès à l'eau potable. Ceux qui ont un niveau d'éducation inférieur au secondaire ont une probabilité d'accès à l'eau potable inférieure de 77% à ceux ayant fait au moins des études secondaires. En outre, ceux qui déclarent ne pouvoir bénéficier d'une assistance de la part des membres de leur communauté religieuse ont une probabilité 84.7% plus faible que ceux qui déclarent pouvoir bénéficier d'assistance financière et en nature.

4- Estimation du modèle de pauvreté de potentialités

La pauvreté de potentialités ou de capacités retraçant l'absence de diverses formes de capital (physique, financier, humain ou social), nous avons choisi dans le cadre de ce modèle de l'estimer en nous intéressant au capital social religieux. Nous choisissons comme variable dépendante le pourcentage de personnes pouvant répondre oui à la question suivante: « **Pouvez-vous compter sur un soutien financier (emprunt et/ou don) de la part de votre communauté (d'un/des membre(s) ou des responsables) en cas de maladie, de décès d'un membre de famille, de perte d'emploi ou de période de soudure ?** ». Nous exprimons cette variable (**Modas1**) en fonction :

Du nombre de personnes qui peuvent identifier l'enquêté au sein de sa communauté (**Identif**), de la fidélité de l'enquêté à un seul lieu de culte (**Fidélité**), du nombre d'enfants que l'enquêté a à sa charge (**Charge**), du degré de foi en ce qui est écrit dans le livre sacré (**Lirecroire**), du revenu de l'enquêté (**Revenus1**), la religion de l'enquêté (**Religion**),

L'analyse de ce modèle se fait en deux temps. D'abord nous analysons sa performance globale, ensuite nous analysons la performance individuelle des variables entrant dans le modèle.

- **Analyse de la performance globale du modèle**

Nous analysons la performance globale du modèle grâce au tableau de prédiction des paramètres du modèle.

Tableau 15 : Prédiction de la performance globale des paramètres du modèle

Modas1 (Emprunt/don)	Valeurs prédites			
	0 (non)	1 (oui)		Pourcentage correcte
Valeurs observées	0 (non)	118	0	100
	1 (oui)	44	0	0
				72.8

Le pourcentage de réponse correcte est de 72,8%, nous pouvons donc conclure que le modèle est satisfaisant. Le tableau ci-dessous confirme ces résultats

Tableau 16 : Appréciation de la performance du modèle sous SPSS

	Chi-square	df	Sig.
Step1	131.365	40	0.000
Block	131.365	40	0.000
Model	131.365	40	0.000
-2Log likelihood			58.126
Cox & Snell R-square			0556
Negelkerke R Squarer			0.806

Le Chi-deux est de 131.365, ce qui pour un degré de liberté de 40, est significatif à 1%, nous pouvons ainsi conclure que le modèle est globalement bon.

- Analyse de la performance individuelle des variables

Le résultat de l'estimation de variables prises individuellement donne le tableau suivant :

Tableau 17 : Résultats de l'estimation sous SPSS (Variables in équation)

Step1	β	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(β)
REVENUS1(1)	-3,653**	1,532	5,684	1	,017	,026
IDENTI_A			3,478	7	,838	,000
IDENTI_A(1)	-7,965***	4,710	2,860	1	,091	,001
IDENTI_A(2)	-7,365***	4,438	2,754	1	,097	,002
IDENTI_A(3)	-5,998	4,465	1,805	1	,179	,000
IDENTI_A(4)	-21,370	103,278	,043	1	,836	,016
IDENTI_A(5)	-4,151	5,803	,512	1	,474	,000
IDENTI_A(6)	-17,826	84,908	,044	1	,834	,000
IDENTI_A(7)	-12,213	99,882	,015	1	,903	6,295
FIDÉLITÉ(1)	1,840***	1,156	2,531	1	,092	
RELIGION			5,024	6	,541	,004
RELIGION(1)	-5,543	162,168	,001	1	,973	,000
RELIGION(2)	-8,906	162,165	,003	1	,956	,000
RELIGION(3)	-10,174	162,164	,004	1	,950	,000
RELIGION(4)	-10,811	162,173	,004	1	,947	,000
RELIGION(5)	-8,264	162,196	,003	1	,959	,000
RELIGION(6)	-10,086	162,172	,004	1	,950	
LIRECROI			2,892	2	,235	,012
LIRECROI(1)	-4,426	175,274	,001	1	,980	10,934
LIRECROI(2)	2,392***	1,406	2,892	1	,089	
CHARGE			6,922	3	,074	,005
CHARGE(1)	-5,258**	2,344	5,032	1	,025	,004
CHARGE(2)	-5,423**	2,294	5,589	1	,018	,001
CHARGE(3)	-7,482**	2,975	6,327	1	,012	,000
Constant	-22,936	221,053	,011	1	,917	

Notes : Les variables de référence sont les suivantes : Revenus1 (2)= au dessous du seuil, Identif(8)=100%, Fidelité(2)=Non, religion(7)= aucune, Lirecroire(3)= en partie, Charge(4)= + de 5 enfants * (**)(***) indiquent respectivement significatif à 1% (5%) (10%)

Nous constatons que s'agissant des revenus, les enquêtés non pauvres ont, par rapport aux pauvres, une probabilité de 97.4% plus faible d'accès à l'assistance financière et en nature des membres de leur religion, ceci fait donc penser que les pauvres sont ceux qui le plus ont recours à l'assistance financière et en nature des

membres de leur communauté religieuse¹³. Ce résultat nous amène à penser que les communautés religieuses au Cameroun aident (par des dons et/ou en nature) davantage les pauvres que les non pauvres. Ceci étant, si les pauvres peuvent bénéficier de d'une aide financière ou en nature, on pourrait donc dire que la religion peut contribuer à accroître leur revenus, ce qui semble donc confirmer l'hypothèse selon laquelle le capital social religieux contribuerait à réduire la pauvreté.

Ceux des enquêtés qui peuvent être identifiés par au plus respectivement, 1% et 5% des membres de leur communauté religieuse ont, par rapport à ceux qui peuvent être identifiés par la quasi-totalité des membres de leur communauté religieuse, une probabilité, respectivement, de 100% et 99% moins élevée de bénéficier du soutien financier et matériel des membres de leur communauté religieuse. Ce résultat traduit juste le fait qu'il faille qu'il existe un certain lien avec un membre de la communauté pour qu'il te vienne en aide. Putnam (2001) le soulignait déjà pour le cas du capital social en général, lorsqu'il disait que même l'habitude de dire machinalement « bonjour » pouvait constituer une forme de capital social, parce que, selon lui, une personne à qui vous venez de dire bonjour sera moins réticente à vous secourir si vous faites une crise cardiaque. Ainsi, le fait d'être connu au sein d'une communauté religieuse peut vous rendre éligible, même de façon informelle, au soutien financier et/ou matériel des membres de la communauté. Ce résultat est d'ailleurs confirmé par la significativité du coefficient de la fidélité à un seul lieu de culte. En effet, l'enquêté qui est fidèle à un seul lieu de culte a 9,93 points de chances de plus, par rapport à celui qui n'est pas fidèle à un seul lieu de culte, de pouvoir bénéficier du soutien des membres de sa communauté religieuse.

Un autre résultat qui attire notre attention, c'est le fait que les personnes ayant moins de cinq enfants à charge ont une probabilité de 99% plus faible, par rapport à ceux ayant plus de cinq enfants à charge, de pouvoir bénéficier de l'aide des membres de sa communauté. Ce résultat suppose donc que, le capital social religieux est dirigé vers les familles plus nombreuses.

¹³ Ce résultat semble être en contradiction avec les résultats obtenus dans l'analyse statistique. Il convient donc de préciser que la proportion de non pauvres qui déclare pouvoir compter sur un emprunt auprès de leur

CONCLUSION

Dans cette étude, nous nous posons la question de savoir si le capital social religieux contribue à réduire la pauvreté au Cameroun, plus précisément dans la ville de Yaoundé. Pour cela nous avons mené une enquête auprès de 165 ménages dans la ville de Yaoundé. Des caractéristiques de notre échantillon, il apparaît que nous avons une incidence de la pauvreté de 20.6%, ce chiffre n'est pas loin de celui de moyenne nationale en zone urbaine (22%).

Pour répondre à ces questions, en nous inspirant d'une analyse statistique rapide des principaux résultats obtenus, nous avons d'abord estimé un modèle nous permettant d'identifier les variables qui influencent ou qui permettent l'accumulation du capital social religieux. Les résultats de l'estimation de ce modèle ont révélé que les variables niveau d'**éducation**, fréquence de **lecture** de la Bible ou du Coran, **fréquence** de participation aux activités de sa communauté religieuse et existence d'un **mode d'assistance** sur lequel l'enquêté peut compter, influencent sa **confiance** dans les membres de sa communauté religieuse et expliquent le capital social religieux.

Nous avons ensuite procédé à l'estimation de trois modèles permettant d'expliquer respectivement la pauvreté monétaire, la pauvreté des conditions de vie et la pauvreté de potentialités. L'estimation de ces trois modèles a permis de conclure que le capital social, notamment sous forme de possibilité des individus à compter sur une assistance financière et/ou en nature (sous forme de dons) de la part des membres de sa communauté religieuse, est utile pour lutter contre la pauvreté.

Notre étude cependant ne porte que sur la ville de Yaoundé, ce qui ne nous permet pas d'extrapoler les résultats obtenus sur l'ensemble du pays. En outre, puisqu'il n'existe aucune source fiable donnant la répartition proportionnelle exacte de chaque religion dans la ville de Yaoundé, il est difficile d'affirmer que les proportions que nous avons utilisées dans cette étude sont représentatives de la constitution proportionnelle exacte des religions dans la ville. Pour limiter l'effet pervers que pourrait avoir cette incertitude sur nos résultats, nous avons tenu à prendre un échantillon représentatif des autres caractéristiques sociales telles que données par ECAM II. Ces résultats

communauté est plus élevée que celle de non pauvres, cependant la proportion de non pauvre qui déclare pouvoir

appellent donc des études supplémentaires sur l'ensemble du pays pour d'une part, estimer les proportions religieuses exactes par répartition géographique et, d'autre part confirmer le rôle du capital social religieux dans la réduction de la pauvreté à l'échelle du pays. Enfin, il nous semble aussi important de souligner la nécessité de mener des études permettant de voir dans quel sens s'effectuent les transferts (sous forme de prêt ou de dons) au sein des communautés religieuses. Il faudrait étudier si ces transferts se font des non pauvres vers les pauvres, ce qui confirmerait ainsi la capacité de tels transferts à lutter efficacement contre la pauvreté.

BIBLIOGRAPHIE

Adler, P. S. et Kwoon, S.W., 2002. "Social Capital: Prospects for a New Concept". *Academy of Management Review* 27(1), 17-40.

Banque Mondiale, 2000. *Combattre la pauvreté. Rapport sur le développement dans le monde*. Banque Mondiale: Washington, 204p.

Bourdieu, P., 1986. « The Forms of Capital ». Dans: *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, J.G. Richards (dir.). New York : Greenwood Press, 241-258.

Campbell, B et Losch, B. , 2002. « Les pauvres ; bénéficiaires ou otages des stratégies de réduction de la pauvreté ? . "Tout changer pour aller plus loin "». *Politique africaine*, n° 87, octobre 2002, 175-184.

Coleman, J., 1988. « Social Capital in the Creation of Human Capital ». *American Journal of Sociology* 94 : 95-120.

———,1990. *Foundations of Social Theory*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Coleman, J. A., 2003, "Religious Social Capital. Its Nature, Social Location, and Limits", in *Religion as Social Capital: Producing the Common Good*, ed. by Corvin Smidt, Baylor University Press, Waco, Texas

Dubois, J.-L. et Amin, A., 2000, « L'évolution de la pauvreté au Cameroun : Où en sommes nous ? ». [en ligne], http://kerbabel.c3ed.uvsq.fr/_Documents/DDIV-FIC-DDS2-C3ED-JLDB-20010101-00001.doc, [accédé le 1^{er} avril 2006]

Fournier, F. *et al.*, 2002. *Social Capital and Poverty Reduction : Which role for the civil society organizations and the state ?*. UNESCO.

Healy, T. et Côté, S., 2001. « Du bien-être des nations – le rôle du capital humain et social ». Paris: OCDE.

compter sur compter un don financier ou en nature est plus importante (25% contre 17%).

Institut National de la Statistique, 2001, *Rapport principal de l'enquête ECAM II*.

Judge, R., 2003. « Le capital social : établir les fondements de la recherche et l'élaboration des politiques », *Horizons* 6(3), 7-12.

Lévesque, M. et White, D., 1999. « Le concept de capital social et ses usages ». *Lien social et Politiques* – RIAC 41 : 23-33.

Lin, N., 2001. *Social Capital: A Theory of Social Structure and Action*. Cambridge : Cambridge University Press.

Montalieu, T. et Baudassé, T., 2006, « Le capital social : Un concept utile pour la finance et le développement », [en ligne]. Disponible sur : <http://halshs.ccsd.cnrs.fr/halshs-00007798/en/> [accédé le 1^{er} avril 2006].

Outin, J.-L., 2006. « Les politiques de lutte contre la pauvreté » [en ligne], Paris, IUFM. Disponible sur: http://ses-paris.scola.ac-paris.fr/article.php3?id_article=241 [Accédé le 21 mai 2006].

Oyen, E., 2000, « Social capital formation as a poverty reduction strategy ? » in: *Social Capital and Poverty Reduction : Which role for the civil society organizations and the state ?* UNESCO.

Portes, A., 1998. « Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology ». *Annual Review of Sociology* 24 : 1-24.

Putnam, R., 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

———. 1995. « Bowling Alone: America's Declining Social Capital ». *Journal of Democracy* 6 : 65-78.

———. 2000. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon and Schuster.

———. 2001. « Mesures et conséquences du capital social ». *Isuma : Revue canadienne de recherche sur les politiques* 2 (2), 41-52.

Schultz, T. W., 1961. « Investment in Human Capital ». *The American Economic Review* 51(1), 1-17.

Stolle, D., 2003. « The Sources of Social Capital ». Dans: *Generating Social Capital: Civil Society and Institutions in Comparative Perspective*, M. Hooghe et D. Stolle (dir.). New York : Palgrave Macmillan, 19-42.

Woolcock, M. et Narayan, D., 2000. « Social Capital: Implications for Development Theory, Research and Policy ». *The World Bank Research Observer* 15 (2), 225-249.

ANNEXE : Tableaux croisés

Quel est le nombre approximatif des membres de votre Eglise/Mosquée? *
REVENUS1 Crosstabulation

Count

		REVENUS1		Total
		,00	1,00	
Quel est le nombre approximatif des membres de votre Eglise/Mosquée?	Moins de 10	9		9
	Entre 10 et 50	2	2	4
	Entre 50 et 100	5		5
	Entre 100 et 150	6	1	7
	Entre 150 et 200		1	1
	Entre 200 et 250	12	6	18
	Entre 250 et 300	5	3	8
	Entre 300 et 500	29	8	37
	Entre 500 et 1000	10	5	15
	Plus de 1000	53	8	61
Total		131	34	165

Combien de personnes dans votre communauté peuvent vous identifier? * REVENUS1 Crosstabulation

Count

		REVENUS1		Total
		,00	1,00	
Combien de personnes dans votre communauté peuvent vous identifier?	Moins de 1%	43	10	53
	Moins de 5%	23	8	31
	Moins de 10%	22	4	26
	Moins de 20%	11	1	12
	Moins de 30%	7	3	10
	Moins de 50%	10	4	14
	Moins de 75%	9	1	10
	100%	6	3	9
Total		131	34	165

Combien de personnes pouvez vous identifier dans votre communauté? * REVENUS1 Crosstabulation

Count

		REVENUS1		Total
		,00	1,00	
Combien de personnes pouvez vous identifier dans votre communauté?	Moins de 1%	36	10	46
	Moins de 5%	27	7	34
	Moins de 10%	20	4	24
	Moins de 20%	15	3	18
	Moins de 30%	10	5	15
	Moins de 50%	13	2	15
	Moins de 75%	7	2	9
	100%	3	1	4
Total		131	34	165

**Comment manifeste l'aide votre communauté? * Avez vous accès l'eau
Crosstabulation**

Count

		Avez vous accès l'eau du robinet?		Total
		Non	Oui	
Comment de	Aucunement	14	30	44
manifeste l'aide	Emprunt auprès des	3	21	24
vosre communa	membres			
	Aide en nature	6	24	30
	Prière	2	7	9
	Assistance physique	3	5	8
	Autre type de soutien	2	10	12
	Plusieurs de ces mo	2	36	38
Total		32	133	165

**Pouvez vous compter sur l'aide de votre communauté en cas de n
REVENUS1 Crosstabulation**

Count

		REVENUS1		Total
		,00	1,00	
Pouvez vous con	Jamais	53	17	70
sur l'aide de votr	Quelques fo	35	6	41
communauté en	Souvent	29	7	36
de maladie?	Toujours	14	4	18
Total		131	34	165